

LE CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME TIENT UN DÉBAT SUR LES RÉPERCUSSIONS DES CRISES FINANCIÈRE ET ÉCONOMIQUE SUR LES DROITS DE L'HOMME

1 mars 2010

Le Conseil des droits de l'homme a tenu, cet après-midi, une réunion-débat de haut niveau pour examiner et évaluer les répercussions des crises financière et économique sur la réalisation de tous les droits de l'homme dans le monde entier. Il a en outre entendu six dignitaires dans le cadre de son débat général de haut niveau entamé ce matin.

/...

Suite du débat de haut niveau

/...

M. RIAD MALKI, Ministre des affaires étrangères de la Palestine, a affirmé que le peuple palestinien reste fermement attaché aux droits de l'homme, droits inaliénables dont chacun devrait pouvoir jouir abstraction faite de toute considération politique. Or, la mise en œuvre de ces droits se heurte, de fait, à des considérations politiques, a-t-il affirmé. Il a répété que les droits du peuple palestinien sont violés de manière méthodique par la puissance occupante. Affirmant le droit du peuple palestinien au retour et à disposer d'un État ayant Jérusalem-Est pour capitale éternelle, il a accusé Israël de continuer à ignorer la quatrième Convention de Genève, la Déclaration universelle des droits de l'homme, tout comme l'ensemble des instruments internationaux en matière de droits de l'homme. Jusqu'à quand cette violation systématique continuera-t-elle impunément sous le regard de la communauté internationale, a-t-il demandé? Le Ministre a dénoncé la politique d'Israël à Jérusalem-Est et a accusé la puissance occupante de continuer de nuire à la liberté de mouvement des fidèles. Il a fustigé la construction du mur de séparation et la politique expansionniste de la puissance occupante, rappelant que ces actes se font, de l'avis notamment de la Cour internationale de justice, en violation du droit international. Toute la communauté internationale juge illégales les nouvelles implantations, a-t-il affirmé.

Le Ministre palestinien des affaires étrangères a dénoncé le «blocus inique» de la bande de Gaza, dans lequel il a vu une sanction collective, un crime de guerre du point de vue du droit international. Il a appelé la communauté internationale à respecter ses engagements et à contribuer à la reconstruction de Gaza. Il a dénoncé l'inscription par la puissance occupante de plusieurs sites des territoires occupés sur la liste du patrimoine national israélien. Il a accusé Israël de continuer de retenir les dépouilles de citoyens palestiniens et arabes. Il a aussi accusé Israël de violer la souveraineté de plusieurs États en utilisant des passeports falsifiés de pays occidentaux pour aller commettre des assassinats à l'étranger. Concernant le rapport Goldstone et ses conclusions, M. Malki a rappelé que la Palestine avait désigné une commission d'enquête sur les violations des droits que des Palestiniens auraient pu commettre lors du dernier conflit à Gaza. Il a salué la résolution adoptée le 26 février par l'Assemblée générale des Nations Unies concernant les enquêtes internationales. Le ministre palestinien a dit accorder la plus haute importance aux résolutions du Conseil des droits de l'homme, ainsi qu'au travail des différents rapporteurs. Il a salué les efforts consentis par tous ceux qui œuvrent en faveur de la création d'un État palestinien, conformément à l'initiative de paix lancée par l'Arabie saoudite. Il a conclu son intervention en demandant à la communauté internationale de poursuivre ses efforts en faveur de la cessation de l'occupation du territoire palestinien et en faveur de la paix dans la région.

/...

M. EKMELEDDIN IHSANOGLU, Secrétaire général de l'Organisation de la conférence islamique (OCI), ... Le Secrétaire général de l'OCI s'est également attardé sur la «nécessité urgente» pour le Conseil de se pencher sur la triste situation et les souffrances du peuple palestinien, arguant que ce dernier subit une agression délibérée et continue de la part des forces israéliennes. Les rapports et les témoignages de divers mécanismes des Nations Unies, dont le rapport Goldstone, ont mis en lumière de graves manquements au droit humanitaire et aux droits de l'homme, a-t-il fait valoir, soulignant que pour l'OCI, le rapport Goldstone a été reçu comme un document équilibré, impartial et complet. M. Ihsanoglu a également dénoncé plusieurs atteintes faites aux Palestiniens à Jérusalem-est, dans les territoires occupés et aux abords des lieux saints.

/...

Ce document est destiné à l'information; il ne constitue pas un document officiel

HRC10/009F